

## DÉCLARATION LIMINAIRE DU CHS-CT DU MERCREDI 20 NOVEMBRE 2013.

Monsieur le président du CHS-CT

Le 15 octobre 2013, le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel a examiné les rapports annuels 2012 des acteurs de la prévention à Bercy (*Inspecteurs Santé et Sécurité au Travail, Médecins de Prévention, Pôle ergonomie...*).

Au niveau national, le constat est accablant ! L'ensemble des indicateurs est au rouge (plus d'accidents, plus de suicides et de tentatives en lien avec le travail, explosion des troubles liés aux risques psycho-sociaux, conflictualité, épuisement professionnel ... ). Tous les acteurs de préventions le constatent.

13 tentatives de suicide sur le lieu de travail et 26 agents ont décidé de mettre fin à leurs jours en 2012.

Lors de ce Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel. on apprend aussi qu'un nombre considérable d'aménagements de poste demandés par les médecins de prévention sont refusés pour des motivations budgétaires. Il en est de même pour les recommandations des inspecteurs santé-sécurité au travail qui ne sont pas suivies d'effet faute de budget. Pourtant, ces recommandations touchent notamment aux dispositions réglementaires concernant entre autres les risques incendies ou électriques.

À quoi sert une politique de prévention sur les conditions de travail si la volonté est anémiée par le manque de moyen.

Cette situation n'est plus acceptable et devrait interpellé au plus haut niveau.

Nous voudrions faire part de notre inquiétude sur le climat antifiscal qui règne dans le pays. Ce climat antifiscal sans oublier l'affaire Cahuzac participe à la perte de repère pour nos collègues et accroît ainsi leur mal-être au travail.

M Moscovici porte sa part de responsabilité dans l'alourdissement de ce climat avec sa déclaration du 20/08/2013 indiquant qu'il était très sensible au ras le bol fiscal qu'il ressentait de la part des concitoyens.

Notre ministre comme moyen de défense évoque une maladresse.

Mais que dire de la soi-disant maladresse du directeur général des Finances Publiques qui préfère déserté les comités techniques du réseau portant sur le dialogue social pour une énième visite photographique.

Nous préférierions que ce ministère et ses dirigeants soient plus sensibles à la détresse d'une partie des agents quand ceux-ci servent servent d'éponges d'un climat social déterre. Nous avons le sentiment que nous faisons face à un véritable déni de la réalité.

Ce n'est pas les suppressions de poste, les coupes budgétaires et le dogmatisme de la productivité sans fin qui permettront d'inverser cette évolution

Nous nous trouvons devant une crise sans précédent et nous constatons qu'aucune réponse digne de ce nom n'est apportée.